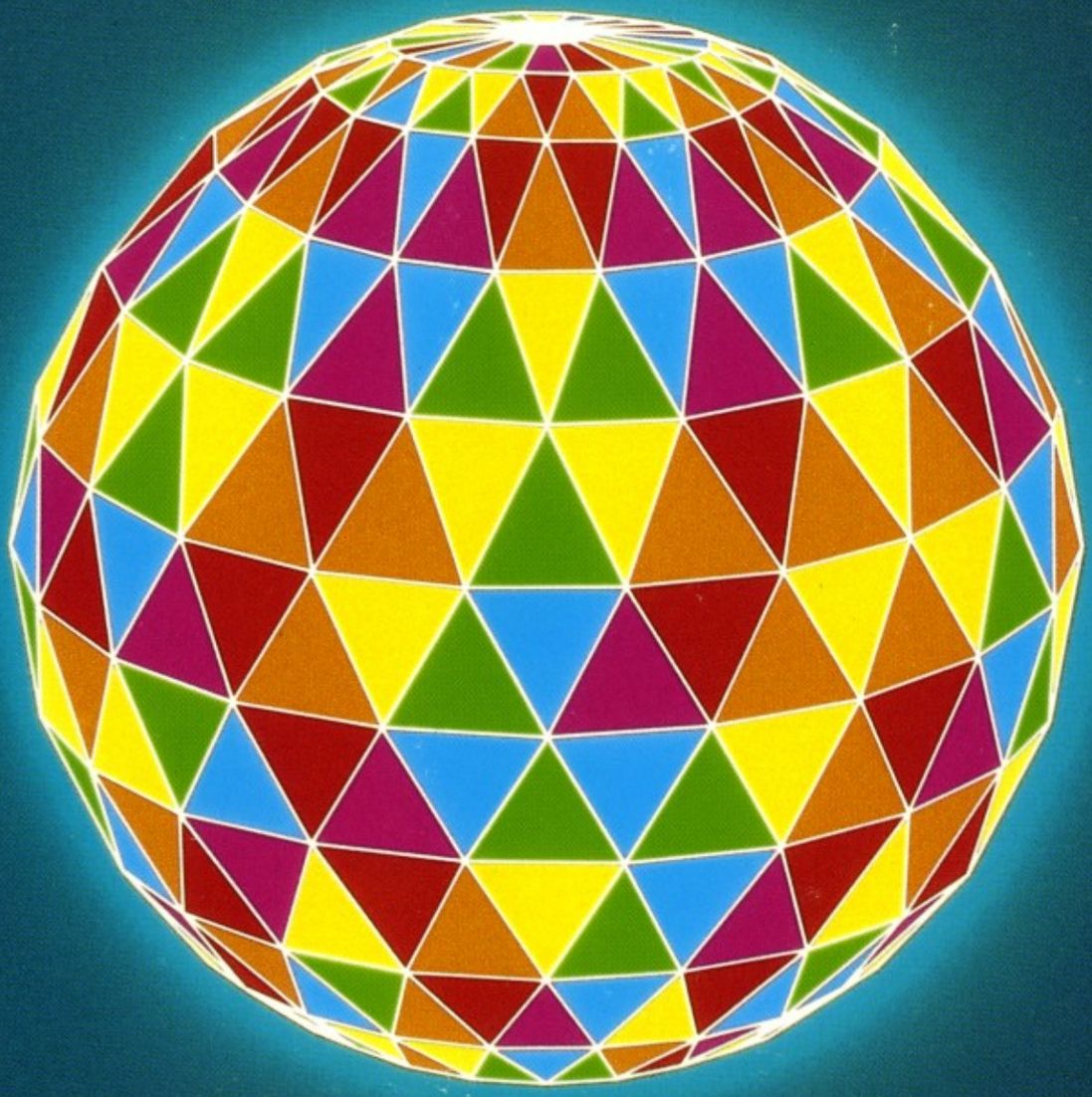
MULTICULTURALISM
. . . BEING CANADIAN



LE MULTICULTURALISME
. . . ÊTRE CANADIEN

Source: Nikkei National Museum 2018-16-2-12-1-1
www.nikkeimuseum.org

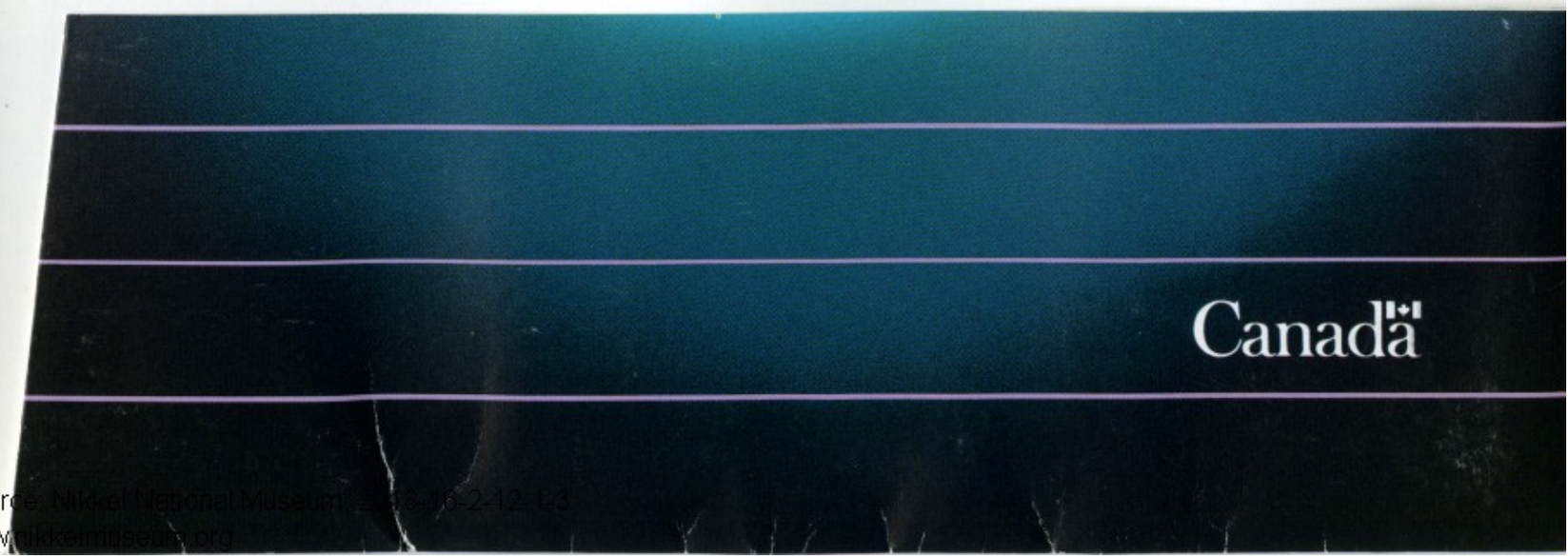
2018.16.2.12.1



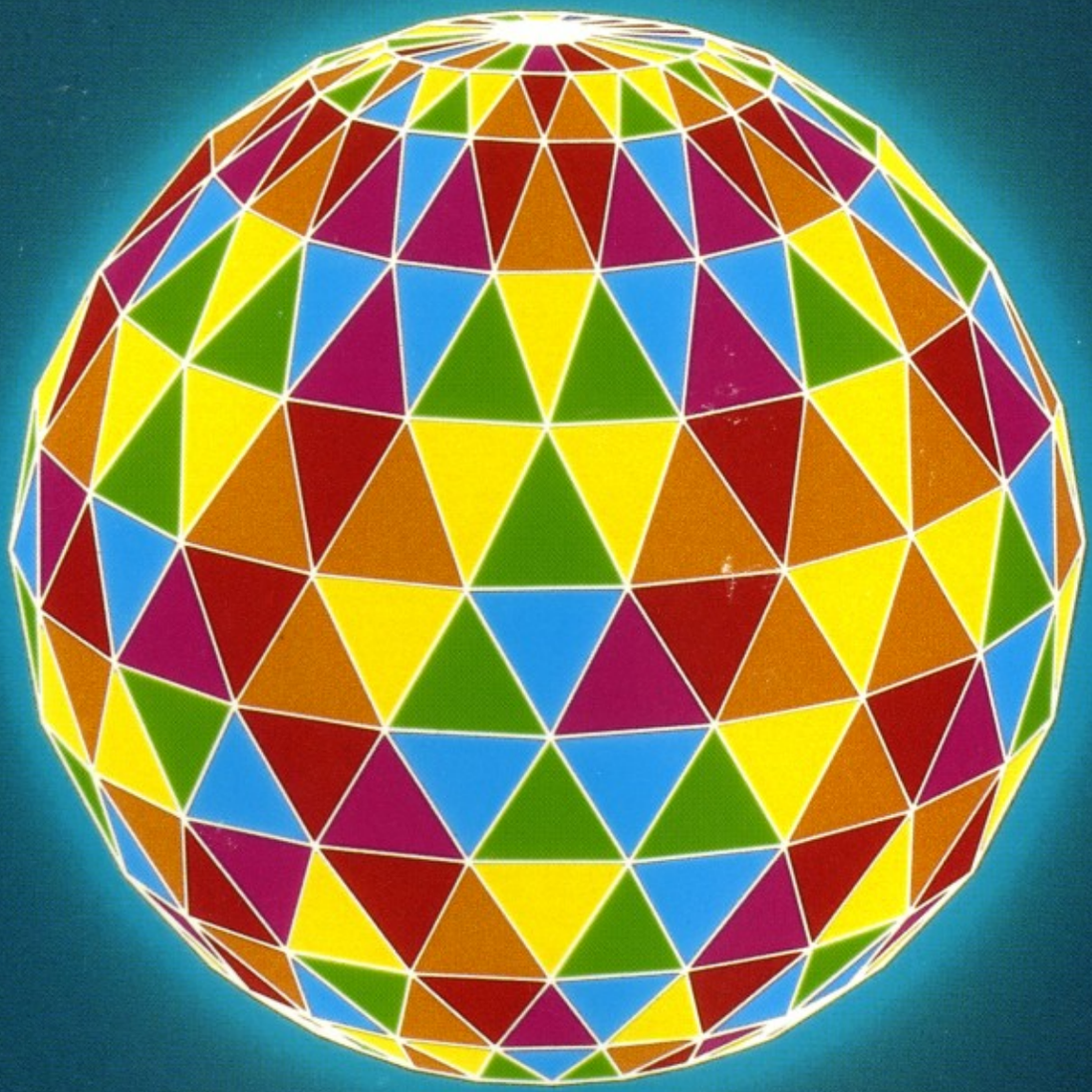
Department of the Secretary of State of Canada
Multiculturalism

Secrétariat d'État du Canada
Multiculturalisme

Source: Nikkei National Museum 2018.16-2-12-1-2
www.nikkeimuseum.org



Source: Nikkei National Museum 2018-16-2-12-1-3
www.nikkeimuseum.org



Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-1-4
www.nikkeimuseum.org

Department of the Secretary of State of Canada
Secrétariat d'État du Canada

Multiculturalism / Multiculturalisme

À vérifier au moment de l'allocution

Notes pour une allocution

de

l'honorable Gerry Weiner

Ministre d'État au Multiculturalisme et à la Citoyenneté

à la

Conférence de presse

sur

l'Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais

Ottawa

le 22 septembre 1988

Canada

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-1
www.nikkeimuseum.org

MESDAMES ET MESSIEURS, PENDANT PLUS DE QUARANTE ANS, LES GOUVERNEMENTS QUI SE SONT SUCCÉDÉS À OTTAWA ONT REFUSÉ DE RECONNAÎTRE OU DE REDRESSER LES INJUSTICES SCANDALEUSES COMMISES À L'ÉGARD DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE PENDANT ET APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

PARMI LES QUELQUE 22 000 CANADIENS JAPONAIS QUI FURENT DÉPOSSÉDÉS, DÉPLACÉS, INTERNÉS OU DÉPORTÉS AU COURS DE CETTE PÉRIODE, LA GRANDE MAJORITÉ ÉTAIENT DES CITOYENS CANADIENS ET, QUI PLUS EST, ILS ÉTAIENT POUR LA PLUPART NÉS ICI MÊME AU CANADA.

LE PREMIER MINISTRE AVAIT PROMIS EN 1984 QUE SON GOUVERNEMENT FERAIT TOUT EN SON POUVOIR POUR REDRESSER DANS LA MESURE DU POSSIBLE LES TORTS DU PASSÉ. CETTE PROMESSE N'A PAS ÉTÉ FACILE À TENIR. LES ENJEUX SONT COMPLEXES, ET IL EST EXTRÊMEMENT DIFFICILE DE DÉTERMINER UNE MESURE APPROPRIÉE QUI SERVE À RÉPARER LA PERTE DE LA DIGNITÉ, DE L'HONNEUR ET DE LA FIERTÉ PERSONNELLE, ET DES DROITS FONDAMENTAUX.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-2a
www.nikkeimuseum.org

C'EST DONC AVEC UN PROFOND SENTIMENT D'HUMILITÉ ET DE FIERTÉ QUE JE VOUS FAIS PART DES DÉTAILS DE L'ENTENTE DE REDRESSEMENT À L'ÉGARD DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE, QUE LE PREMIER MINISTRE A ANNONCÉE AUJOURD'HUI À LA CHAMBRE DES COMMUNES.

IL S'AGIT LÀ D'UNE ENTENTE HISTORIQUE, D'UN RÈGLEMENT HONORABLE ET CONSTRUCTIF.

MAIS AVANT D'ALLER DANS LES DÉTAILS, PERMETTEZ-MOI DE VOUS PARLER D'ABORD DES PRINCIPES QUI ONT GUIDÉ ET BALISÉ NOS NÉGOCIATIONS.

PREMIÈREMENT, NOUS AVONS CHERCHÉ À EN ARRIVER À UNE ENTENTE À LAQUELLE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CANADIENS JAPONAIS (NAJC) SOUSCRIRAIT AU NOM DE LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE-JAPONAISE.

DEUXIÈMEMENT, NOUS AVONS VOULU FAIRE EN SORTE QUE CE GENRE D'INJUSTICE <u>NE PUISSE PLUS JAMAIS SE REPRODUIRE</u> AU PAYS.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-2b
www.nikkeimuseum.org

ET TROISIÈMEMENT, SI NOUS NOUS SOMMES EFFORCÉS DE CONCLURE UNE ENTENTE DÈS MAINTENANT, C'EST ÉGALEMENT POUR DES RAISONS HUMANITAIRES. NOUS ÉTIONS PRÉOCCUPÉS PAR TOUS CES CANADIENS JAPONAIS QUI, DU FAIT DE LEUR ÉTAT DE SANTÉ OU DE LEUR ÂGE AVANCÉ, RISQUAIENT DE NE JAMAIS SAVOIR QUE LES PRÉJUDICES INFLIGÉS À LEUR HONNEUR, À LEUR DIGNITÉ, À LEURS DROITS DE CANADIENS SONT DÉSORMAIS ÉCARTÉS POUR TOUJOURS.

IL FAUT SE RAPPELER QUE CES GENS ONT ÉTÉ PRIVÉS DE LEURS LIBERTÉS ET DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX.

LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE-JAPONAISE FUT ALORS COMPLÈTEMENT DÉMANTELÉE. LES CANADIENS JAPONAIS FURENT DÉPOSSÉDÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS, DE LEURS MAISONS ET DE LEURS BIENS PERSONNELS. LEURS FAMILLES FURENT CRUELLEMENT DÉMEMBRÉES. ET EN FAIT, AUCUNE DE CES PERSONNES NE FUT JAMAIS ACCUSÉE D'ACTES DE SABOTAGE OU DÉLOYAUX.

COMMENT DÈS LORS S'EXPLIQUER QU'ILS SOIENT MALGRÉ TOUT RESTÉS TOUT À FAIT LOYAUX ENVERS LE CANADA?

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-3a
www.nikkeimuseum.org

C'EST SANS DOUTE LES CANADIENS JAPONAIS EUX-MÊMES QUI SONT LE PLUS EN MESURE DE NOUS EXPLIQUER CET ÉTAT D'ESPRIT. ET À CET ÉGARD, J'AIMERAIS VOUS CITER UN EXTRAIT DU LIVRE DE JOY KOGAWA, INTITULÉ OBASAN ET QUI LUI A VALU DIVERS PRIX. DANS CET EXTRAIT, MADAME KOGAWA PRÉCISE POURQUOI SA TANTE EMILY, "NISEI" OU CANADIENNE JAPONAISE DE DEUXIÈME GÉNÉRATION, S'EST BATTUE POUR FAIRE RECONNAÎTRE L'INJUSTICE INFLIGÉE À SON PEUPLE.

JE CITE (TRADUCTION) :

"QUAND LA GUERRE A FRAPPÉ LE PAYS, QUAND NI FIERTÉ, NI BELLIGÉRANCE NI CHAGRIN NE NOUS EURENT SERVI À RIEN, QUAND NOUS FÛMES DÉRACINÉS ET ÉPARPILLÉS AUX QUATRE VENTS, JE M'ACCROCHAI DÉSESPÉRÉMENT À CES PAROLES IMMORTELLES:

C'EST MON PAYS, C'EST MA PATRIE.

PLUS TARD ENCORE, APRÈS QUE L'ON EUT VENDU NOS MAISONS MALGRÉ NOS VIGOUREUSES PROTESTATIONS, APRÈS QUE L'ON NOUS EUT INSCRIT DE NOUVEAU, SOUMIS À LA PRISE DES EMPREINTES DIGITALES, FICHÉS, ENCORDÉS ET ASSUJETTIS À TOUTES SORTES DE RESTRICTIONS, JE LANCE, DANS UN GRAND CRI, LA QUESTION:

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-3b
www.nikkeimuseum.org

EST-CE LÀ MON PAYS, EST-CE LÀ MA PATRIE?

LA RÉPONSE DEMEURE TOUJOURS LA MÊME.
OUI, ÇA L'EST. POUR LE MEILLEUR OU POUR
LE PIRE, JE SUIS CANADIENNE."

LA CLÉ DE NOS NÉGOCIATIONS TIENT, AU FOND, DANS CETTE DERNIÈRE PHRASE. LE GOUVERNEMENT CANADIEN DE L'ÉPOQUE A COMMIS DES ACTES INJUSTES ET DISCRIMINATOIRES À L'ENDROIT DE CANADIENS LOYAUX. NOTRE GOUVERNEMENT RECONNAÎT MAINTENANT CETTE FAUTE ET AFFIRME QUE DE TELLES INJUSTICES NE DOIVENT JAMAIS PLUS SE REPRODUIRE.

DÈS LORS, L'ENTENTE DE REDRESSEMENT QUE NOUS AVONS CONCLUE DISPOSE CLAIREMENT QUE LE GOUVERNEMENT DU CANADA:

* RECONNAÎTRA LES INJUSTICES COMMISES À L'ÉGARD DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE PENDANT ET APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE;

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-4a
www.nikkeimuseum.org

* OFFRIRA, EN GUISE DE REDRESSEMENT SYMBOLIQUE, UNE SOMME DE 21 000 $ AUX PERSONNES D'ORIGINE JAPONAISE, ADMISSIBLES ET ENCORE VIVANTES, QUI ONT ÉTÉ, UNIQUEMENT EN RAISON DE LEUR ORIGINE ETHNIQUE, DÉPLACÉES, INTERNÉES OU DÉPORTÉES PENDANT OU APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE. CHAQUE PAIEMENT SE FERA EN UNE SOMME FORFAITAIRE NON IMPOSABLE;

* RÉHABILITERA LES PERSONNES D'ORIGINE JAPONAISE ADMISSIBLES QUI ONT ÉTÉ CONDAMNÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE. NOUS ACCEPTERONS AUSSI LES DEMANDES DE CITOYENNETÉ;

* VERSERA 12 MILLIONS DE DOLLARS À LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE-JAPONAISE, PAR L'ENTREMISE DE LA NAJC, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS ÉDUCATIVES, SOCIALES ET CULTURELLES QUI CONTRIBUERONT AU BIEN-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ OU QUI FERONT LA PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE;

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-4b
www.nikkeimuseum.org

* FOURNIRA 24 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CRÉATION D'UNE FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS INTERRACIALES QUI S'ATTACHERA À FAVORISER L'HARMONIE INTERRACIALE ET LA COMPRÉHENSION INTERCULTURELLE ET À COMBATTRE LE RACISME. À LA DEMANDE DE LA NAJC, LA MOITIÉ DE CETTE SOMME SERA PRÉSENTÉE COMME RAPPELANT LE SOUVENIR DE CEUX ET CELLES QUI ONT SUBI DES INJUSTICES.

EN OUTRE, NOUS AVONS REMPLACÉ LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE PAR LA NOUVELLE LOI SUR LES MESURES D'URGENCE. IL S'AGIT LÀ DE L'UNE DES CONDITIONS DE RÈGLEMENT QUI ÉTAIENT PROPOSÉES PAR LA NAJC, ET J'AIMERAIS SIGNALER QUE CETTE NOUVELLE LOI DONNE AU GOUVERNEMENT LE MOYEN DE VOIR À LA SÉCURITÉ DES CANADIENS TOUT EN LIMITANT LES MESURES EXCEPTIONNELLES AU STRICT MINIMUM NÉCESSAIRE.

JE PENSE QUE TOUTES CES MESURES MONTRENT À QUEL POINT LE CANADA A MÛRI EN L'ESPACE DE QUARANTE ANS. LA LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE... LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS... LA LOI SUR LE MULTICULTURALISME CANADIEN QUI A ÉTÉ SANCTIONNÉE EN JUILLET... ET MAINTENANT CETTE ENTENTE HISTORIQUE DE REDRESSEMENT À L'ÉGARD DES CANADIENS JAPONAIS... VOILÀ QUELQUES-UNES DES INITIATIVES QUI AIDERONT À CONTRER LA DISCRIMINATION ET L'INJUSTICE OÙ QU'ELLES SE TROUVENT.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-5a
www.nikkeimuseum.org

CES MESURES MONTRENT CLAIREMENT QUE NOUS SOMMES UNE NATION CAPABLE DE TIRER DES LEÇONS DES ERREURS PARFOIS PÉNIBLES DU PASSÉ POUR BÂTIR UN AVENIR ENCORE MEILLEUR POUR NOUS TOUS ET POUR NOS ENFANTS.

NOUS SOMMES DISPOSÉS À NOUS ATTAQUER AUX PRÉJUGÉS, À LA DISCRIMINATION ET AU RACISME, ET À FAIRE SAVOIR QUE NOUS LES TROUVONS INACCEPTABLES.

NOTRE SOCIÉTÉ AUJOURD'HUI NE TOLÉRERAIT PAS UNE CHOSE SEMBLABLE À CELLE QUI S'EST PASSÉE IL Y A QUARANTE ANS. EN TANT QUE CANADIENS, NOUS AVONS EN EFFET CHANGÉ ET GRANDI. NOUS AVONS ACQUIS UNE NOUVELLE SAGESSE ET UNE PLUS GRANDE COMPASSION. ET AU FIL DES ANS, NOUS AVONS RECONNU LA RÉALITÉ ET L'IMMENSE POTENTIEL DE NOTRE IDENTITÉ MULTICULTURELLE.

LE FAIT POUR NOTRE GOUVERNEMENT DE RECONNAÎTRE OFFICIELLEMENT LES INJUSTICES COMMISES ENVERS LES CANADIENS JAPONAIS SE VEUT UN MOYEN DE FAIRE SAVOIR À TOUS LES CANADIENS QU'IL CONDAMNE LES EXCÈS DU PASSÉ ET QU'IL RÉAFFIRME LES PRINCIPES DE JUSTICE ET D'ÉGALITÉ AU CANADA.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-5b
www.nikkeimuseum.org

JE TIENS À VOUS DIRE QUE JE ME RÉJOUIS À L'IDÉE DE TRAVAILLER ENCORE EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC M. MIKI ET LES REPRÉSENTANTS DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CANADIENS JAPONAIS (NAJC) ALORS QUE NOUS ENTREPRENONS DE METTRE À EXÉCUTION LES TERMES DE L'ENTENTE.

EN TRAVAILLANT ENSEMBLE, NOUS POURRONS DIRE JAMAIS PLUS! AVEC CONVICTION ET COMPRÉHENSION. NOUS POURRONS CONTINUER À BÂTIR UNE SOCIÉTÉ MEILLEURE ET PLUS JUSTE POUR TOUS LES CANADIENS. ET, CROYEZ-MOI, NOUS LE FERONS.

- 30 -

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-2-6
www.nikkeimuseum.org

Office of the Prime Minister

CANADA

Cabinet du Premier ministre

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DU

PREMIER MINISTRE BRIAN MULRONEY

SUR

LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX

CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE

CHAMBRE DES COMMUNES

LE 22 SEPTEMBRE 1988

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Ottawa, Canada K1A 0A2

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-3-1
www.nikkeimuseum.org

Monsieur le Président,

Il y a près d'un demi-siècle, dans le chaos engendré par la guerre, le gouvernement du Canada a injustement traité des milliers de citoyens d'origine japonaise en les internant, en saisissant leurs biens et en les privant de leur droit de vote. Nous ne pouvons pas changer le passé. Mais nous devons, en tant que nation, avoir le courage de reconnaître ces faits historiques et de faire amende honorable.

J'ai soulevé cette question en Chambre il y a plus de quatre ans, et j'ai dit alors au Premier ministre : "Il y a une grande différence entre des regrets et des excuses officielles. Les Canadiens d'origine japonaise ont été lésés dans leurs droits. La réputation du Canada a été ternie."

Le gouvernement actuel s'est employé à conclure une entente avec la communauté canadienne d'origine japonaise afin de redresser les torts qui lui ont été causés. Afin de rendre justice à ceux de ses 22 000 membres qui sont encore vivants aujourd'hui et qui ont vécu ces injustices pendant la guerre. Afin de faire amende honorable à leurs enfants et aux nôtres pour qu'ils puissent vivre ensemble dans ce pays sans avoir à porter le fardeau des erreurs commises ou des doléances entretenues par des générations précédentes.

La présence dans la tribune des visiteurs de représentants de la National Association of Japanese Canadians est particulièrement opportune car l'occasion est solennelle.

J'annonce en effet aujourd'hui, au nom du gouvernement du Canada, la conclusion d'une entente de réparation globale avec cette association et les citoyens qu'elle représente. L'élément le plus important de cette entente est sans doute la reconnaissance officielle des injustices commises dans les années 40.

Mais la réparation doit aller au-delà des mots et des lois, aussi importants fussent-ils pour notre compréhension actuelle et nos actions futures. Le ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté communiquera les détails de l'entente.

Aucune somme d'argent ne peut réparer les torts, corriger les injustices et cicatriser les blessures. Mais le versement d'indemnités est symbolique de notre détermination à agir non seulement sur le plan moral, mais aussi de façon concrète et tangible.

Dans cet esprit, nous accepterons les demandes d'attribution de la citoyenneté canadienne aux personnes d'origine japonaise admissibles qui ont été expulsées du

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-3-2
www.nikkeimuseum.org

Canada ou qui se sont fait retirer leur citoyenneté pendant ces années.

Nous accepterons également les demandes de disculpation des personnes d'ascendance japonaise admissibles qui ont déjà été condamnées en vertu de la Loi sur les mesures de guerre et de la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

En outre, en mémoire de tous ceux et celles qui ont été victimes de ces injustices, nous allons établir une Fondation canadienne des relations interraciales afin de favoriser l'harmonie entre les races et une meilleure compréhension entre gens de cultures différentes au Canada.

Monsieur le Président, non seulement le traitement infligé aux Canadiens d'origine japonaise pendant la guerre était-il injustifié au sens moral et juridique, mais il allait aussi à l'encontre de la nature même de notre pays. Nous sommes une société pluraliste. Nous respectons chacun la langue, les opinions et les convictions religieuses de l'autre. Nous célèbrons notre dualité linguistique et notre diversité culturelle. Nous savons que la force de notre pays réside dans le dynamisme collectif de ses régions. Nous sommes un peuple tolérant qui vit en liberté sur une terre d'abondance.

Voilà le Canada que nos ancêtres ont travaillé à bâtir. Voilà le genre de pays que nous devons léguer à nos enfants. Le Canada de la Charte des droits et libertés, de la nouvelle Loi sur les langues officielles et de la Loi sur le multiculturalisme canadien.

Un Canada qui s'emploie à éliminer la discrimination raciale chez lui et à l'étranger. Un Canada capable d'assumer les erreurs du passé et donc mieux préparé à affronter les défis de l'avenir.

Je dépose à l'instant les clauses précises de l'entente historique que le gouvernement a conclue avec la National Association of Japanese Canadians. Je dois rencontrer le président de cette association plus tard dans la matinée pour officialiser cette entente.

Monsieur le Président, la plupart d'entre nous ont eu, à un moment ou un autre de leur vie, à regretter des choses qu'ils ont faites. L'erreur est humaine, mais c'est aussi le propre de l'homme de s'excuser et de pardonner. Nous savons tous par expérience que les excuses, aussi inadéquates qu'elles soient, sont le seul moyen d'apaiser notre conscience pour pouvoir affronter l'avenir avec sérénité.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-3-3
www.nikkeimuseum.org

Monsieur le Président, je sais que je parle au nom de tous les députés en présentant aux Canadiens d'origine japonaise les excuses officielles et sincères du Parlement pour les injustices qui ont été commises dans le passé envers eux, leurs familles et leurs descendants et en promettant solennellement aux Canadiens de toutes origines que pareilles injustices ne seront plus tolérées et ne se reproduiront plus jamais.

- 30 -

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-3-4
www.nikkeimuseum.org

Notes d'information
Fondation canadienne des relations interraciales

La Fondation canadienne des relations interraciales aura pour objet de favoriser l'harmonie interraciale et la compréhension interculturelle et de contribuer à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale au Canada. Elle s'occupera :

- de faire office de centre d'information pourvu d'une base de données électroniques;
- d'effectuer des recherches afin de mettre ce qu'il y a de plus complet et de mieux en fait d'information à la disposition des décideurs, des chercheurs, des spécialistes des relations interraciales, des organismes bénévoles et du grand public;
- d'aider les institutions, tant privées que publiques, à chercher à refléter plus fidèlement le caractère multiracial de la société canadienne;
- de contribuer à l'élargissement de nos connaissances dans le domaine des relations interraciales; et
- de promouvoir l'adoption de politiques et de méthodes efficaces d'élimination du racisme et de la discrimination raciale.

Le Comité parlementaire spécial sur la participation des minorités visibles à la société canadienne (1984) et le Comité permanent du multiculturalisme (1987) ont tous deux réclamé un meilleur accès à la documentation et à l'information sur les relations interraciales ainsi qu'une approche mieux coordonnée à cet égard.

En outre, le Comité des relations interraciales du Conseil canadien du multiculturalisme a recommandé, dans un rapport présenté le printemps dernier au ministre responsable du Multiculturalisme, que l'on mette sur pied un centre national chargé de s'occuper des questions de relations interraciales.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-4-1a
www.nikkeimuseum.org

Enfin, une étude approfondie et de vastes consultations menées au cours des six derniers mois par le spécialiste des relations interraciales, M. Lloyd Stanford, confirme que la collectivité et les institutions sont nettement en faveur d'une telle fondation.

C'est par esprit de générosité et de prévoyance que la communauté canadienne-japonaise a choisi de rappeler la mémoire des victimes d'injustices en affectant une partie des fonds de redressement (12 millions de dollars) à la mise sur pied d'une fondation qui profitera à tous les Canadiens. À cette somme, le gouvernement en ajoutera une autre de 12 millions, ce qui portera à 24 millions le fonds de dotation total.

Pour permettre à la fondation de demeurer une précieuse source de renseignements et d'avis indépendants, on en fera un organisme autonome. Sa structure et son mandat, de même que son lieu d'implantation, seront arrêtés après de plus amples consultations avec les groupes et les particuliers intéressés. La fondation se livrera à des activités liées aux grands pôles suivants :

a) <u>Information et sensibilisation du public</u>

La fondation fera paraître de l'information, des résultats de recherches et des publications et les communiquera aux spécialistes, aux universitaires, aux associations, aux institutions, aux organismes gouvernementaux et aux personnes intéressées.

Des manifestations publiques (telles que des conférences) pourront être organisées pour souligner la parution des résultats d'importantes recherches et pour sensibiliser le public à ces questions. D'autres programmes pourront aussi être élaborés pour attirer l'attention sur les questions soulevées dans le cadre des activités de la fondation.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-4-1b
www.nikkeimuseum.org

b) Recherche

La fondation se livrera à des activités de recherche à long et à court terme qui déboucheront sur la production de données objectives et d'analyses bien étayées. On s'attend à ce qu'une bonne partie de la recherche soit sous-traitée -- c'est-à-dire effectuée par les spécialistes et les universitaires les mieux qualifiés, où qu'ils se trouvent au Canada.

c) Centre d'information

La fondation établira et tiendra à jour une vaste collection nationale de documents pertinents qui sera mise à la disposition des groupes communautaires, des universitaires, des fonctionnaires, des institutions et du grand public.

Une base de données électroniques spécialisées sera mise à la disposition des intéressés par l'entremise des réseaux informatiques existants.

La fondation demeurera aussi en liaison avec les organismes semblables qui existent dans d'autres pays.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-4-2
www.nikkeimuseum.org

Gouvernement du Canada | Government of Canada

communiqué

Date: le 22 septembre 1988

Pour publication: M-09/88-69

LE GOUVERNEMENT PARVIENT À UNE ENTENTE DE REDRESSEMENT À L'ÉGARD DES CANADIENS JAPONAIS

OTTAWA -- Le premier ministre Brian Mulroney a annoncé aujourd'hui à la Chambre des communes que le gouvernement est parvenu à la conclusion d'une entente avec les représentants de la communauté canadienne-japonaise sur les modalités de redressement des injustices commises par le gouvernement du Canada pendant et après la Deuxième Guerre mondiale.

Parmi les quelque 22 000 personnes qui furent touchées par les mesures gouvernementales de déplacement, d'internement, de saisie de propriétés et de déportation, plus de 17 000 étaient des citoyens canadiens.

"Depuis plus de quarante ans, la réputation du Canada est entachée, a dit M. Mulroney, et il est de notre devoir de redresser ces injustices."

Les principaux éléments de l'entente de redressement sont les suivants :

- la reconnaissance officielle des injustices commises;
- le versement, en guise de redressement symbolique, d'une somme de 21 000 $ à chacune des personnes touchées qui vivent encore;

.../2

Canada

QC 195 7540-21-886-3758

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-5-1a
www.nikkeimuseum.org

- la promesse d'accepter les demandes de réhabilitation de la part des Canadiens japonais injustement condamnés aux termes de la Loi sur les mesures de guerre ainsi que les demandes de citoyenneté;

- l'octroi de 12 millions de dollars à la communauté canadienne-japonaise, somme qui sera administrée par l'Association nationale des Canadiens japonais (NAJC), pour la réalisation d'activités qui contribueront au bien-être éducatif, social et culturel de la communauté;

- l'affectation de 24 millions de dollars à la création d'une Fondation canadienne des relations interraciales, la moitié de cette somme étant présentée, à la demande de la NAJC, comme rappelant le souvenir de ceux et celles qui ont subi les injustices.

La NAJC avait aussi demandé l'abrogation de la Loi sur les mesures de guerre. Ceci est un fait accompli depuis que le Parlement a adopté, au début de l'été, des lois sur les mesures d'urgence, qui limitent les mesures exceptionnelles au strict minimum nécessaire pour assurer la sécurité du pays.

Le Premier ministre a rendu hommage à M. Art Miki, président de la NAJC, et au ministre d'État au Multiculturalisme et à la Citoyenneté, M. Gerry Weiner, pour ce qu'ils ont fait en vue de conclure l'entente.

M. Weiner a insisté sur le caractère coopératif du processus et a souligné la dimension prospective de l'accord comme preuve de la détermination du gouvernement à faire en sorte que pareilles injustices ne se reproduisent jamais plus.

.../3

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-5-1b
www.nikkeimuseum.org

"Cette entente montre clairement que nous sommes une nation capable de tirer des leçons des erreurs parfois pénibles du passé pour bâtir un avenir encore meilleur pour nous et pour nos enfants", a dit M. Weiner.

Le ministre a aussi déclaré qu'il était heureux de voir la NAJC accepter de continuer à travailler avec le gouvernement tout au long de la mise en oeuvre de l'entente et, en particulier, en ce qui a trait à la question délicate de l'établissement et de la vérification de l'identité des personnes qui auront droit à un paiement.

La NAJC estime à environ 12 000 le nombre de personnes encore vivantes parmi les 22 000 Canadiens japonais et plus qui ont été touchés par les mesures qui font aujourd'hui l'objet du redressement.

Lorsque ces événements se produisirent, ni la GRC ni les forces armées n'ont jamais recommandé l'évacuation des Canadiens japonais comme mesure nécessaire pour assurer la défense ou la sécurité du Canada. Aucun Canadien japonais n'a jamais été accusé de trahison ou de sabotage durant toute cette période.

La vaste majorité de ces personnes étaient des citoyens canadiens, pour la plupart nés au Canada. Ce traitement injuste réservé à tout un groupe par le gouvernement canadien est un cas unique et sans précédent dans notre histoire.

- 30 -

Renseignements :
Len Westerberg
Cabinet du ministre
(819) 994-6360

Doug Christensen/Bob Pruner
Direction générale des
Communications
(819) 997-0055

Nota: On trouvera ci-joint le texte de l'entente de redressement intervenue entre le gouvernement et l'Association nationale des Canadiens japonais (NAJC).

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-5-2
www.nikkeimuseum.org

ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ET L'ASSOCIATION NATIONALE DES CANADIENS JAPONAIS

RECONNAISSANCE

En tant que nation, les Canadiens se sont engagés à édifier une société qui respecte les principes d'égalité et de justice pour tous ses membres sans égard à leurs origines culturelles ou raciales.

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, des Canadiens d'origine japonaise, citoyens de notre pays pour la plupart, ont eu à souffrir de mesures sans précédent prises par le gouvernement du Canada et dirigées contre leur communauté.

En dépit des besoins militaires perçus à l'époque, le déplacement forcé et l'internement de Canadiens japonais au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que leur déportation et leur expulsion au lendemain de celle-ci, étaient injustifiables. On se rend compte aujourd'hui que les mesures gouvernementales de privation des droits civiques, de détention, de confiscation et de vente des biens personnels et communautaires, ainsi que d'expulsion, de déportation et de restriction des déplacements, qui ont été maintenues après la guerre, découlaient d'attitudes discriminatoires. Les Canadiens japonais internés ont vu leurs biens liquidés, le produit de la vente de ceux-ci servant à payer leur propre internement.

En reconnaissant ces injustices, nous voulons signifier à tous les Canadiens que nous condamnons les abus commis dans le passé et que nous reconfirmons pour le Canada les principes de justice et d'égalité.

En conséquence, le gouvernement du Canada, au nom de tous les Canadiens:

1) reconnaît que les mesures prises à l'encontre des Canadiens japonais pendant et après la Deuxième Guerre mondiale étaient injustes et constituaient une violation des principes des droits de la personne, tels qu'ils sont compris aujourd'hui;

2) s'engage à faire tout en son pouvoir pour que de tels agissements ne se reproduisent plus jamais;

3) salue, avec grand respect, la force d'âme et la détermination des Canadiens japonais qui, en dépit d'épreuves et de souffrances considérables, ont conservé envers le Canada leur dévouement et leur loyauté, contribuant grandement à l'épanouissement de la nation canadienne.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-5-3a
www.nikkeimuseum.org

En tant que mesures de redressement symboliques, le gouvernement offre :

a) 21 000 $ à titre de redressement individuel, sous réserve de la présentation d'une demande par les personnes admissibles d'origine japonaise qui, durant cette période, ont été internées, déplacées ou déportées, qui ont subi des pertes de biens ou qui ont été privées de la pleine jouissance de leurs libertés et droits fondamentaux, uniquement parce qu'elles étaient d'origine japonaise; chaque paiement serait une somme forfaitaire, exempte d'impôt, et serait effectué le plus rapidement possible;

b) le versement d'une somme de 12 millions de dollars aux Canadiens japonais, par l'entremise de l'Association nationale des Canadiens japonais, pour la mise en oeuvre d'activités ou de programmes éducatifs, sociaux et culturels qui contribueront au mieux-être de la communauté ou qui assureront la promotion des droits de la personne;

c) le versement d'une somme de 12 millions de dollars, au nom des Canadiens japonais et pour commémorer les personnes qui ont subi ces injustices, afin de créer une fondation canadienne des relations interraciales qui favorisera l'harmonie interraciale et la compréhension interculturelle et contribuera à éliminer le racisme; le gouvernement du Canada accordera un financement de contrepartie équivalant à cette somme;

d) sous réserve de la présentation d'une demande par les personnes admissibles, la réhabilitation des personnes d'origine japonaise qui ont été accusées d'avoir violé la Loi sur les mesures de guerre ou la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales;

e) sous réserve de la présentation d'une demande par les personnes admissibles, l'attribution de la citoyenneté canadienne aux personnes d'origine japonaise encore en vie et qui ont été expulsées du Canada ou dont la citoyenneté a été révoquée entre 1941 et 1949, ainsi qu'à leurs descendants vivants;

f) le versement, au moyen de dispositions contractuelles, de trois millions de dollars au maximum à l'Association nationale des Canadiens japonais pour sa collaboration, notamment la liaison avec la communauté, pendant la période de mise en oeuvre des mesures de redressement.

Seules les personnes encore en vie à la date de signature de la présente entente auront droit aux mesures précisées aux paragraphes a), d) et e); toutefois le paragraphe e) s'applique également aux descendants vivants à cette date.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-5-3b
www.nikkeimuseum.org

REDRESSEMENT DES INJUSTICES SUBIES PAR LES CANADIENS JAPONAIS
RAPPEL HISTORIQUE

- L'immigration japonaise au Canada a commencé vers la fin du 19e siècle.

- En 1941, on comptait quelque 23 000 personnes d'ascendance japonaise au Canada, dont 22 000 environ établies en Colombie-Britannique.

- La plupart des Canadiens japonais, quand ils ne se livraient pas au petit commerce, étaient pêcheurs, bûcherons ou agriculteurs. Les "orientaux" n'avaient alors pas le droit de voter ou d'exercer certaines professions, le droit ou la médecine notamment.

- L'attaque de Pearl Harbour en décembre 1941 provoqua une explosion de méfiance.

- Le 7 décembre 1941, les Canadiens japonais devaient s'immatriculer puis, le 16 décembre suivant, se réimmatriculer auprès de la GRC.

- À partir du 16 décembre 1941, toute navigation dans les eaux de la Côte ouest fut interdite aux Canadiens japonais; et le 13 janvier 1942, ceux-ci n'avaient plus le droit de travailler à bord des bateaux de pêche sur la Côte ouest ni de détenir un permis de pêche.

- À la suite d'une modification aux Règlements sur la défense militaire du Canada, toutes les personnes d'ascendance japonaise furent obligées de quitter la "zone protégée" (bande de terre de 100 milles de large sur la Côte ouest).

- L'évacuation de la zone protégée commença le 24 février 1942, sous la supervision de la Commission de la sécurité de la Colombie-Britannique; l'opération se solda par le déplacement de 21 079 personnes.

- 17 000 des 22 000 personnes qui furent touchées par les mesures gouvernementales de relocalisation, d'internement, de saisie de biens et de déportation étaient des citoyens.

- À aucun moment la GRC ou les autorités militaires ne préconisèrent l'évacuation des Canadiens japonais comme mesure nécessaire à la défense ou à la sécurité du Canada.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-6a
www.nikkeimuseum.org

- Le produit de la vente des biens servit à payer l'internement des Canadiens japonais.

- Après la guerre, des décrets d'expulsion à l'égard de personnes d'ascendance japonaise ont été adoptés le 17 décembre 1945.

- En tout 3 964 personnes d'ascendance japonaise furent déportées -- 1 979 nées au Canada, 630 naturalisées et 1 355 de nationalité japonaise -- avant l'abrogation du décret, le 24 janvier 1947.

- Aucun Canadien japonais n'eut l'autorisation de racheter ses biens.

- Le juge Henry Bird a été chargé, le 18 juillet 1947, d'examiner les cas où les biens de Canadiens japonais avaient été vendus à moins de leur valeur commerciale ou avaient été perdus, volés ou détruits pendant qu'ils se trouvaient sous la garde du Séquestre des biens ennemis.

- Tous les droits conférés par la citoyenneté ont été retirés aux Canadiens japonais pendant la guerre; ce n'est qu'en 1949 que ceux-ci purent exercer leur droit de vote.

- Aucune audience ni aucun procès n'eurent lieu; aucune accusation de trahison ou de sabotage n'a été portée.

- Un rapport d'un comité parlementaire spécial publié en 1984 (L'Égalité ça presse!) recommande des excuses officielles ainsi que des négociations en vue d'une indemnisation individuelle.

- Pendant la campagne électorale de 1984, le premier ministre Brian Mulroney s'engage, s'il est élu, à régler le dossier du redressement à l'endroit des Canadiens japonais.

- En mai 1986, l'Association nationale des Canadiens japonais (NAJC) propose diverses mesures de redressement au gouvernement fédéral.

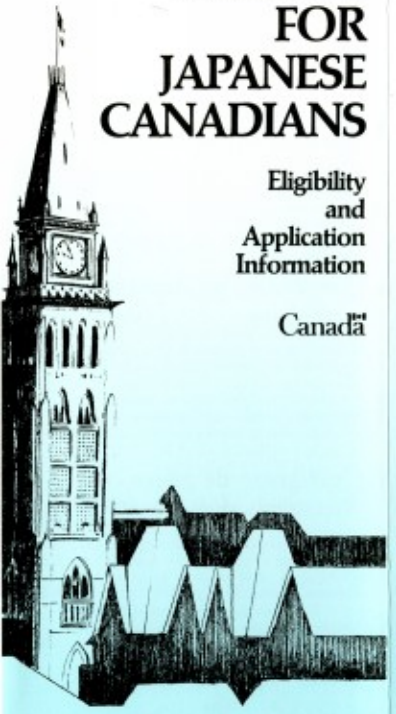
- En septembre 1988, le gouvernement fédéral dévoile les termes de l'entente réglant la question du redressement des Canadiens japonais.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-6b
www.nikkeimuseum.org

REDRESS FOR JAPANESE CANADIANS

Eligibility and Application Information

Canada



Government of Canada / Gouvernement du Canada
Japanese Canadian Redress Secretariat / Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais

Source: Nikkei National Museum, 2018, 6-2-1-2-2
www.nikkeimuseum.org

CANADA'S ACKNOWLEDGEMENT

The Prime Minister, on behalf of the Government of Canada and all Canadians, issued the following acknowledgement on September 22, 1988:

As a people, Canadians commit themselves to the creation of a society that ensures equality and justice for all, regardless of race or ethnic origin.

During and after World War II, Canadians of Japanese ancestry, the majority of whom were citizens, suffered unprecedented actions taken by the Government of Canada against their community.

Despite perceived military necessities at the time, the forced removal and internment of Japanese Canadians during World War II and their deportation and expulsion following the war, was unjust. In retrospect, government policies of disenfranchisement, detention, confiscation and sale of private and community property, expulsion, deportation and restriction of movement, which continued after the war, were influenced by discriminatory attitudes. Japanese Canadians who were interned had their property liquidated and the proceeds of sale were used to pay for their own internment.

The acknowledgement of these injustices serves notice to all Canadians that the excesses of the past are condemned and that the principles of justice and equality in Canada are reaffirmed.

Therefore, the Government of Canada, on behalf of all Canadians, does hereby:

1) acknowledge that the treatment of Japanese Canadians during and after World War II was unjust and violated principles of human rights as they are understood today;

2) pledge to ensure, to the full extent that its powers allow, that such events will not happen again; and

3) recognize, with great respect, the fortitude and determination of Japanese Canadians who, despite great stress and hardship, retain their commitment and loyalty to Canada and continue so richly to the development of the Canadian nation.

WHO IS ELIGIBLE?

1. Individual Redress Payments

The Minister of State for Multiculturalism and Citizenship is authorized to make a payment of $21,000, in a tax-free lump sum, to any person of Japanese ancestry* who:

a) was a British subject, Canadian citizen or landed immigrant of Canada between December 7, 1941 and March 31, 1949; and

b) was relocated or interned within Canada, deported from Canada, repatriated to Japan, deprived of property or otherwise deprived of the full enjoyment of fundamental rights and freedoms by actions of the Government of Canada, under the *War Measures Act*, the *National Emergency Transitional Powers Act, 1945*, or other related transitional legislation, or any order or regulation made thereunder, solely because he or she was of Japanese ancestry*; and

c) was alive on September 22, 1988.

2. Citizenship

Two classes of persons may apply:

a) persons of Japanese ancestry* who were British subjects, Canadian citizens, or landed immigrants between Decembr 7, 1941 and March 31, 1949 (still living as of September 22, 1988), and who were repatriated or deported from Canada or had their citizenship revoked during the period 1941 to 1949, may apply for a grant of Canadian Citizenship; and

b) descendants of those persons in (a) alive on September 22, 1988, **whether or not** the person from whom they are descended was alive on September 22, 1988.

3. Pardons

The government will, upon application, clear the names of eligible persons of Japanese ancestry* who were convicted of violations under the *War Measures Act*, the *National Emergency Transitional Powers Act*, or other related transitional legislation.

*The term "Japanese ancestry" includes persons wholly or partly of such ancestry.

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS

Q. If I was born in an internment camp or after my family was relocated, am I eligible for an individual redress payment?

A. Yes, if you were born in Canada between December 7, 1941 and March 31, 1949.

Q. What happens to the individual redress payments of eligible people who died after the announcement (September 22, 1988) but before they were able to apply?

A. The money will be paid to the estate upon application by the appropriate legal representative.

Q. Is there any cut-off date for applications?

A. It is expected that all applications will be processed within a five-year period. An eligible person may submit an application after September 22, 1993 if he or she was unable to apply due to facts or circumstances beyond his or her control.

Q. My parents are eligible but are ill, living in difficult circumstances and could really use the money immediately. Will they have to wait a long time after applying?

A. Where an application is complete, we anticipate that it will be processed quickly. Priority will be given to the elderly and to hardship cases that are identified to the Redress Secretariat.

Q. If I think I am eligible but I'm not sure, what should I do?

A. If you have specific questions, use the toll free number without charge to call us for clarification.

Each application received will be given careful consideration and direct personal contact will be made with individuals to clear up any questions.

How do I apply?

Complete and mail the attached Request Form to the Japanese Canadian Redress Secretariat, or call us toll free at 1-800-567-9602.

What if I need further help?

The National Association of Japanese Canadians will maintain close contact with the Japanese Canadian Redress Secretariat. Members of the Association have indicated their willingness to assist individuals in the application process.

Who will process the applications?

The Government of Canada has set up the Japanese Canadian Redress Secretariat to handle all aspects of implementation of the Redress Agreement, including the processing of applications. Staff will be available to answer written and telephone enquiries in English, French or Japanese.

What proof or documentation do I need?

Proof or documentation would assist us in the processing of your application. Please provide **originals** of any documents you have in your possession which will support your application. You should keep a copy. It is **not** necessary to contact the National Archives of Canada. They cannot provide you with original documents.

REDRESS for Japanese Canadians

日本語の申請書もあります。
Please send me the following application forms
Language preferred: ☐ English ☐ French ☐ Japanese
☐ Application for Individual Redress Payment
☐☐ Application for Canadian Citizenship
☐ Application for Pardon
NAME: _____
ADDRESS: _____
CITY: _____
PROVINCE: _____ POSTAL CODE _____
PHONE ( ) _____ COUNTRY: _____
Mail to: Japanese Canadian Redress Secretariat
Ottawa, Canada
K1A 0M5
or call toll free 1-800-567-9602

日本語の申請書もあります。
Veuillez me faire parvenir les formulaires de demande suivants:
Langue: ☐ anglais ☐ français ☐ japonais
☐ Demande de redressement individuel
☐☐ Demande d'octroi de la citoyenneté canadienne
☐ Demande de pardon
NOM: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____
PROVINCE: _____ CODE POSTAL: _____
TÉLÉPHONE ( ) _____ PAYS: _____
Postez au: Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais
Ottawa, Canada
K1A 0M5
or téléphonez sans frais au numéro 1-800-567-9602

Japanese Canadian Redress Secretariat
Secrétariat du redressement pour
les Canadiens japonais
Ottawa, Canada
K1A 0M5

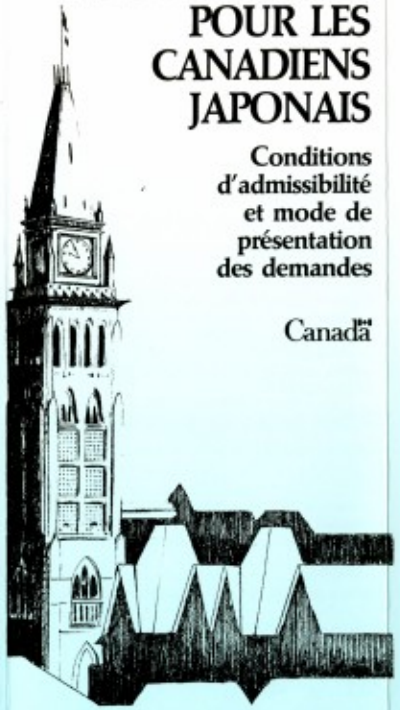
2018, 16, 2, 12, 7b

Affix Postage
Affranchir

REDRESSEMENT POUR LES CANADIENS JAPONAIS

Conditions d'admissibilité et mode de présentation des demandes

Canada



Gouvernement du Canada
Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais

Government of Canada
Japanese Canadian Redress Secretariat

RECONNAISSANCE DU CANADA

Le 22 septembre 1988, le premier ministre a fait, au nom du gouvernement du Canada et de tous les Canadiens, la déclaration suivante:

En tant que nation, les Canadiens se sont engagés à édifier une société qui respecte les principes d'égalité et de justice pour tous ses membres sans égard à leurs origines culturelles ou raciales.

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, des Canadiens d'origine japonaise, citoyens de notre pays pour la plupart, ont eu à souffrir de mesures sans précédent prises par le gouvernement du Canada et dirigées contre leur communauté.

En dépit des besoins militaires perçus à l'époque, le déplacement forcé et l'internement de Canadiens japonais au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que leur déportation et leur expulsion au lendemain de celle-ci, étaient injustifiables. On se rend compte aujourd'hui que les mesures gouvernementales de privation des droits civiques, de détention, de confiscation et de vente des biens personnels et communautaires, ainsi que d'expulsion, de déportation et de restriction des déplacements, qui ont été maintenues après la guerre, découlaient d'attitudes discriminatoires. Les Canadiens japonais internés ont vu leurs biens liquidés, le produit de la vente de ceux-ci servant à payer leur propre internement.

En reconnaissant ces injustices, nous voulons signifier à tous les Canadiens que nous condamnons les abus commis dans le passé et que nous reconfirmons pour le Canada les principes de justice et d'égalité.

En conséquence, le gouvernement du Canada, au nom de tous les Canadiens:

1) reconnaît que les mesures prises à l'encontre des Canadiens japonais pendant et après la Deuxième Guerre mondiale étaient injustes et constituaient une violation des principes des droits de la personne, tels qu'ils sont compris aujourd'hui;

2) s'engage à faire tout en son pouvoir pour que de tels agissements ne se reproduisent plus jamais;

3) salue, avec grand respect, la force d'âme et la détermination des Canadiens japonais qui, en dépit d'épreuves et de souffrances considérables, ont conservé envers le Canada leur dévouement et leur loyauté, contribuant grandement à l'épanouissement de la nation canadienne.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

1. Redressement individuel

Le ministre d'État au Multiculturalisme et à la Citoyenneté est autorisé à verser 21 000 $, sous forme d'un paiement forfaitaire exempt d'impôt, à toute personne d'origine japonaise* qui:

a) était sujet britannique, citoyen canadien ou immigrant reçu entre le 7 décembre 1941 et le 31 mars 1949;

b) a été déplacée ou internée au Canada, déportée du Canada, rapatriée au Japon, privée de ses biens ou de la pleine jouissance de ses libertés et droits fondamentaux par suite de mesures prises par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*, de la *Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales*, d'autres lois provisoires connexes ou d'un décret ou règlement y afférent uniquement parce qu'elle était d'origine japonaise*, et

c) était encore en vie le 22 septembre 1988.

2. Octroi de la citoyenneté

Deux catégories de personnes sont admissibles:

a) les personnes d'origine japonaise* (encore en vie le 22 septembre 1988) qui étaient sujets britanniques, citoyens canadiens ou immigrants reçus entre le 7 décembre 1941 et le 31 mars 1949 et qui ont été expulsées du Canada ou dont la citoyenneté a été révoquée entre 1941 et 1949;

b) les descendants des personnes mentionnées au paragraphe a) qui étaient encore en vie le 22 septembre 1988, **peu importe** si la personne dont ils descendent vivait encore à cette même date.

3. Demande de pardon

Sous réserve de la présentation d'une demande, le gouvernement octroiera un pardon aux personnes admissibles d'origine japonaise* qui ont été condamnées pour avoir violé la *Loi sur les mesures de guerre*, la *Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales* ou toute autre loi provisoire connexe.

*L'expression "d'origine japonaise" s'applique aux personnes totalement ou partiellement d'ascendance japonaise.

QUESTIONS POSÉES FRÉQUEMMENT

Q. Si je suis né dans un camp d'internement ou après que ma famille a été déplacée, suis-je admissible à un redressement individuel?

R. Oui, si vous êtes né au Canada entre le 7 décembre 1941 et le 31 mars 1949.

Q. Qu'advient-il de l'argent des personnes ayant droit au redressement individuel, mais qui sont décédées après l'annonce de l'entente (le 22 septembre 1988) et avant d'avoir pu présenter une demande?

R. L'argent sera versé à la succession de ces personnes, sous réserve de la présentation d'une demande par un représentant juridique qualifié.

Q. Y a-t-il une date limite pour la présentation des demandes?

R. On prévoit que toutes les demandes auront été traitées d'ici cinq ans. Une personne admissible pourra toutefois présenter une demande après le 22 septembre 1993 si elle prouve qu'elle a été dans l'impossibilité de le faire avant en raison de faits ou de circonstances ne dépendant pas de sa volonté.

Q. Mes parents sont admissibles, mais comme ils sont malades et vivent dans des conditions très difficiles, ils auraient besoin de cet argent immédiatement. Leur faudra-t-il attendre longtemps pour recevoir un paiement après avoir présenté leur demande?

R. Si la demande a été dûment remplie, elle devrait être traitée assez rapidement. On donnera la priorité aux demandes des personnes âgées et des personnes se trouvant dans les situations de détresse reconnues par le Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais.

Q. Que dois-je faire si je pense être admissible, mais que je n'en suis pas sûr?

R. Si vous avez besoin d'éclaircissements, n'hésitez pas à nous téléphoner sans frais au numéro mis à votre disposition.

On étudiera avec soin chaque demande et on se mettra directement en rapport avec la personne concernée pour obtenir toutes les précisions nécessaires.

Comment dois-je m'y prendre pour présenter une demande?

Remplissez le bon de commande ci-joint et faites-le parvenir au Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais ou téléphonez-nous sans frais au numéro 1-800-567-9602.

Que dois-je faire pour obtenir une aide supplémentaire?

La National Association of Japanese Canadians demeurera en étroite relation avec le Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais. Les membres de l'Association se sont dit disposés à aider les personnes souhaitant présenter une demande.

Qui traitera les demandes?

Le gouvernement du Canada a chargé le Secrétariat du redressement pour les Canadiens japonais de s'occuper de tous les aspects de la mise en application de l'entente de redressement des injustices causées aux Canadiens japonais, y compris le traitement des demandes. Le personnel du Secrétariat répondra aux demandes de renseignements présentées par écrit et par téléphone en anglais, en français ou en japonais.

Quel genre de pièces ou documents dois-je présenter?

Tous les documents que vous jugerez appropriés nous aideront à traiter votre demande. Vous devez accompagner votre demande de documents **originaux.** Il serait donc prudent d'en conserver une copie. Il est **inutile** de communiquer avec les Archives nationales du Canada puisque cet organisme ne peut vous transmettre de documents originaux.

REDRESSEMENT
pour les
Canadiens japonais

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-7b
www.nikkeimuseum.org

Government of Canada | Gouvernement du Canada

Instructions For Application For Payment
Related to Japanese Canadian Redress Agreement

General Information

This application is for an individual of Japanese ancestry who is eligible for payment related to Japanese Canadian Redress.

You can get help to complete this form by contacting the Japanese Canadian Redress Secretariat at:

Japanese Canadian Redress Secretariat
Ottawa, Canada
K1A OM5
1-800 -567-9602 (toll-free)

or by contacting a representative of the National Association of Japanese Canadians (NAJC) in your area.

The information contained in this completed application form is kept in Personal Information Bank SSC/P-PU- 060. This information is used to determine eligibility for individual redress payments and to maintain a record of persons to whom individual redress payments were issued.

Under the Privacy Act, you have a right to access, request correction of, or have a notation attached to this information. For access procedures and further information, please consult the Personal Information Index which is normally available in public libraries, post offices in rural areas where there is no public library and federal government information offices.

When completing this application form, please print in block letters using a black or blue ball point pen or typewriter.

If you need more space to answer any question, please use an extra sheet. The information given on the extra sheet must also be attested by an authorized person.

Documentation

Please provide originals of supporting documents. You should keep a copy. Once the processing of your application is complete, original documents will be returned to you. It is not necessary to contact the National Archives of Canada. They cannot provide you with original documents.

The following documents must accompany your application:

1. Birth certificate or satisfactory equivalent.
   AND
2. Two pieces of secondary evidence to prove your identity, such as a driver's license, passport, health card, etc.

The following documents should accompany your application:

3. Proof of British Subject status,Canadian citizenship or landed immigrant status between December 7, 1941 and March 31, 1949.
4. Documentation showing place(s) of residence between December 7, 1941 and March 31, 1949.
5. Documentation regarding registration, evacuation, relocation, deprivation of property, internment, deportation, repatriation, or other actions of the Government of Canada, to support your answer in Question 5 (C) of the form.

If you do not have documentation or proof as required in sections 3, 4 and 5, above, the Government of Canada will review its files for relevant information.

Attestation

After you have completed this form, you (as the eligible person) must sign it in the presence of a person authorized to attest it. An authorized person is a Notary Public, Commissioner for Affidavits, Commissioner for Oaths or a lawyer. There may be a nominal fee charged for this.

If the eligible person is deceased since September 22, 1988, or is unable to complete this form because of a disability, this application form may be completed by that individual's trustee, representative with power of attorney, administrator, or executor. Such individuals must provide satisfactory proof of such authorization.

You can mail the completed form to:
Japanese Canadian Redress Secretariat
Ottawa, Canada
K1A OM5

For information cal toll free 1-800-567-9602

Canada

MCC 4-1 (88-10)

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-8-1
www.nikkeimuseum.org

Application no.

APPLICATION FOR PAYMENT

RELATED TO JAPANESE CANADIAN REDRESS AGREEMENT

(One per person)

Protected when completed

Aussi disponible en français

日本語版もございます。

1. Application on behalf of self ☐ (If yes go to section 3)

2. Application on behalf of other ☐ If yes > Person living ☐ Person deceased ☐ Date of death Y M D

Your name address and telephone no.

Postal code | Telephone no. Area code Home Area code Work

Reason for application on behalf of other

3. Personal information of eligible person (please print and complete as fully as possible)

Family name now used (in English) | Given name(s) (in English) | Sex M ☐ F ☐ | Your registration no. (if known)

Family name at birth | Japanese name (if any) (in English)

Give details of any name change or addition (for example by marriage(s)), or other names used.

Name | Date of change Y M D | Place of residence at time of change

Y M D

Address-usual place of residence | Postal code

Mailing address-if different from residence | Postal code

Telephone no. Area code Home | Area code Work

Place & country of birth | Canadian Citizen(now) Yes ☐ No ☐ | Birth date Y M D

Father's name | Father's registration no. (if known) | Mother's name | Mother's family name | Mother's registration no. (if known)

4. List places of residence between December 7, 1941 and March 31, 1949:

Places | Dates Y M D

PROOF OR DOCUMENTATION WOULD ASSIST US IN THE PROCESSING OF YOUR APPLICATION

Please provide ORIGINALS of any documents you have in your possession which will support your application. You should keep a copy. It is not necessary to contact the National Archives of Canada. They cannot provide you with original documents.

5. I solemnly swear/affirm that I, or the eligible person for whom I am applying

(Check those applicable):

A. Is of Japanese ancestry ☐

AND: B. During the period between December 7, 1941 and March 31, 1949, was a British Subject ☐ a Canadian citizen ☐ a landed immigrant ☐ other ☐ **proof attached** ☐

AND: C. Was relocated ☐ born after relocation ☐ interned ☐ born during internment ☐ deported or repatriated to Japan during the war ☐ deported or repatriated to Japan after the war ☐

deprived of property ☐ otherwise deprived of the full enjoyment of fundamental rights and freedoms by actions of the Government of Canada ☐ Please explain

proof attached ☐

IMPORTANT

Only persons of Japanese ancestry that suffered from discriminatory actions (as listed above) taken by the Government of Canada against them and their community, during and after World War II, solely on the basis of their Japanese ancestry, are entitled to the payment of Japanese Canadian Individual Redress . Persons committing fraud will be liable to the full extent of the law.

If you do not have documentation or proof, the Government of Canada will review its files for relevant information.

I hereby authorize the Government of Canada to search any records concerning myself to verify the information given on this form.

ATTESTATION

The statements made in this application are true and correct.

Signature of person who completed this form.

Eligible person's signature

Sworn/Affirmed before me at: _____ this ____ day of _____ 19 ____

I do ☐ I do not ☐ know the person who completed this form

Notary Public, Commissioner for Oaths or equivalent

Title (Affix seal or stamp)

MCC 4-1 (88-10)

Part 1 - Original

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-8-2
www.nikkeimuseum.org

Application no.

APPLICATION FOR PAYMENT

RELATED TO JAPANESE CANADIAN REDRESS AGREEMENT

(One per person)

Protected when completed

Aussi disponible en français

日本語版もございます。

1. Application on behalf of self ☐ (If yes go to section 3)

2. Application on behalf of other ☐ If yes > Person living ☐ Person deceased ☐ Date of death Y M D

Your name address and telephone no.

Postal code | Telephone no. Area code Home | Area code Work

Reason for application on behalf of other

3. Personal information of eligible person (please print and complete as fully as possible)

Family name now used (in English) | Given name(s) (in English) | Sex M ☐ F ☐ | Your registration no. (if known)

Family name at birth | Japanese name (if any) (in English)

Give details of any name change or addition (for example by marriage(s)), or other names used.

Name | Date of change Y M D | Place of residence at time of change

Y M D

Address-usual place of residence | Postal code

Mailing address-if different from residence | Postal code

Telephone no. Area code Home | Area code Work

Place & country of birth | Canadian Citizen(now) Yes ☐ No ☐ | Birth date Y M D

Father's name | Father's registration no. (if known) | Mother's name | Mother's family name | Mother's registration no. (if known)

4. List places of residence between December 7, 1941 and March 31, 1949:

Places | Dates Y M D

PROOF OR DOCUMENTATION WOULD ASSIST US IN THE PROCESSING OF YOUR APPLICATION

Please provide ORIGINALS of any documents you have in your possession which will support your application. You should keep a copy. It is not necessary to contact the National Archives of Canada. They cannot provide you with original documents.

5. I solemnly swear/affirm that I, or the eligible person for whom I am applying

(Check those applicable):

A. Is of Japanese ancestry ☐

AND:

B. During the period between December 7, 1941 and March 31, 1949, was

a British Subject ☐ a Canadian citizen ☐ a landed immigrant ☐ other ☐ **proof attached** ☐

AND:

C. Was relocated ☐ interned ☐ deported or repatriated to Japan during the war ☐ deported or repatriated to Japan after the war ☐

born after relocation ☐ born during internment ☐

deprived of property ☐ otherwise deprived of the full enjoyment of fundamental rights and freedoms by actions of the Government of Canada ☐ Please explain

proof attached ☐

IMPORTANT

Only persons of Japanese ancestry that suffered from discriminatory actions (as listed above) taken by the Government of Canada against them and their community, during and after World War II, solely on the basis of their Japanese ancestry, are entitled to the payment of Japanese Canadian Individual Redress . Persons committing fraud will be liable to the full extent of the law.

If you do not have documentation or proof, the Government of Canada will review its files for relevant information.

I hereby authorize the Government of Canada to search any records concerning myself to verify the information given on this form.

ATTESTATION

The statements made in this application are true and correct.

_____
Signature of person who completed this form.

_____
Eligible person's signature

Sworn/Affirmed before me at: _____ this _____ day of _____ 19 _____

I do ☐ I do not ☐ know the person who completed this form

_____
Notary Public, Commissioner for Oaths or equivalent

_____
Title (Affix seal or stamp)

MCC 4-1 (88-10)

Part 2 File Copy

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-23
www.nikkeimuseum.org

Application no.

APPLICATION FOR PAYMENT

RELATED TO JAPANESE CANADIAN REDRESS AGREEMENT

(One per person)

Protected when completed

Aussi disponible en français

日本語版もございます。

1. Application on behalf of self ☐ (If yes go to section 3)

2. Application on behalf of other ☐ If yes > Person living ☐ Person deceased ☐ Date of death Y M D

Your name address and telephone no.

Postal code | Telephone no. Area code Home | Area code Work

Reason for application on behalf of other

3. Personal information of eligible person (please print and complete as fully as possible)

Family name now used (in English) | Given name(s) (in English) | Sex M ☐ F ☐ | Your registration no. (if known)

Family name at birth | Japanese name (if any) (in English)

Give details of any name change or addition (for example by marriage(s)), or other names used.

Name | Date of change Y M D | Place of residence at time of change

Address-usual place of residence | Postal code

Mailing address-if different from residence | Postal code

Telephone no. Area code Home | Area code Work

Place & country of birth | Canadian Citizen(now) Yes ☐ No ☐ | Birth date Y M D

Father's name | Father's registration no. (if known) | Mother's name | Mother's family name | Mother's registration no. (if known)

4. List places of residence between December 7, 1941 and March 31, 1949:

Places | Dates Y M D

PROOF OR DOCUMENTATION WOULD ASSIST US IN THE PROCESSING OF YOUR APPLICATION

Please provide ORIGINALS of any documents you have in your possession which will support your application. You should keep a copy. It is not necessary to contact the National Archives of Canada. They cannot provide you with original documents.

5. I solemnly swear/affirm that I, or the eligible person for whom I am applying

(Check those applicable):

A. Is of Japanese ancestry ☐

AND:

B. During the period between December 7, 1941 and March 31, 1949, was a British Subject ☐ a Canadian citizen ☐ a landed immigrant ☐ other ☐ **proof attached** ☐

AND:

C. Was relocated ☐ born after relocation ☐ interned ☐ born during internment ☐ deported or repatriated to Japan during the war ☐ deported or repatriated to Japan after the war ☐

deprived of property ☐ otherwise deprived of the full enjoyment of fundamental rights and freedoms by actions of the Government of Canada ☐ Please explain

proof attached ☐

IMPORTANT

Only persons of Japanese ancestry that suffered from discriminatory actions (as listed above) taken by the Government of Canada against them and their community, during and after World War II, solely on the basis of their Japanese ancestry, are entitled to the payment of Japanese Canadian Individual Redress . Persons committing fraud will be liable to the full extent of the law.

If you do not have documentation or proof, the Government of Canada will review its files for relevant information.

I hereby authorize the Government of Canada to search any records concerning myself to verify the information given on this form.

ATTESTATION

The statements made in this application are true and correct.

Signature of person who completed this form.

Eligible person's signature

Sworn/Affirmed before me at: _____ this _____ day of _____ 19 _____

I do ☐ I do not ☐ know the person who completed this form

Notary Public, Commissioner for Oaths or equivalent

Title (Affix seal or stamp)

MCC 4-1 (88-10)

Part 3 - Applicant's Copy

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-1-38-4
www.nikkeimuseum.org



ACKNOWLEDGEMENT

As a people, Canadians commit themselves to the creation of a society that ensures equality and justice for all, regardless of race or ethnic origin.

During and after World War II, Canadians of Japanese ancestry, the majority of whom were citizens, suffered unprecedented actions taken by the Government of Canada against their community.

Despite perceived military necessities at the time, the forced removal and internment of Japanese Canadians during World War II and their deportation and expulsion following the war, was unjust. In retrospect, government policies of disenfranchisement, detention, confiscation and sale of private and community property, expulsion, deportation and restriction of movement, which continued after the war, were influenced by discriminatory attitudes. Japanese Canadians who were interned had their property liquidated and the proceeds of sale were used to pay for their own internment.

The acknowledgement of these injustices serves notice to all Canadians that the excesses of the past are condemned and that the principles of justice and equality in Canada are reaffirmed.

Therefore, the Government of Canada, on behalf of all Canadians, does hereby:

1) acknowledge that the treatment of Japanese Canadians during and after World War II was unjust and violated principles of human rights as they are understood today;

2) pledge to ensure, to the full extent that its powers allow, that such events will not happen again; and

3) recognize, with great respect, the fortitude and determination of Japanese Canadians who, despite great stress and hardship, retain their commitment and loyalty to Canada and contribute so richly to the development of the Canadian nation.

RECONNAISSANCE

En tant que nation, les Canadiens se sont engagés à édifier une société qui respecte les principes d'égalité et de justice pour tous ses membres sans égard à leurs origines culturelles ou raciales.

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, des Canadiens d'origine japonaise, citoyens de notre pays pour la plupart, ont eu à souffrir de mesures sans précédent prises par le gouvernement du Canada et dirigées contre leur communauté.

En dépit des besoins militaires perçus à l'époque, le déplacement forcé et l'internement de Canadiens japonais au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que leur déportation et leur expulsion au lendemain de celle-ci, étaient injustifiables. On se rend compte aujourd'hui que les mesures gouvernementales de privation des droits civiques, de détention, de confiscation et de vente des biens personnels et communautaires, ainsi que d'expulsion, de déportation et de restriction des déplacements, qui ont été maintenues après la guerre, découlaient d'attitudes discriminatoires. Les Canadiens japonais internés ont vu leurs biens liquidés, le produit de la vente de ceux-ci servant à payer leur propre internement.

En reconnaissant ces injustices, nous voulons signifier à tous les Canadiens que nous condamnons les abus commis dans le passé et que nous reconfirmons pour le Canada les principes de justice et d'égalité.

En conséquence, le gouvernement du Canada, au nom de tous les Canadiens :

1) reconnaît que les mesures prises à l'encontre des Canadiens japonais pendant et après la Deuxième Guerre mondiale étaient injustes et constituaient une violation des principes des droits de la personne, tels qu'ils sont compris aujourd'hui;

2) s'engage à faire tout en son pouvoir pour que de tels agissements ne se reproduisent plus jamais;

3) salue, avec grand respect, la force d'âme et la détermination des Canadiens japonais qui, en dépit d'épreuves et de souffrances considérables, ont conservé envers le Canada leur dévouement et leur loyauté, contribuant grandement à l'épanouissement de la nation canadienne.

Prime Minister of Canada — Le Premier ministre du Canada

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-6
www.nikkeimuseum.org

Department of the Secretary of State of Canada
Secrétariat d'État du Canada

Multiculturalism / Multiculturalisme

Check against delivery

Speaking Notes
for
the Honourable Gerry Weiner
Minister of State
Multiculturalism and Citizenship
at the
Japanese Canadian Redress Agreement
Press Conference

Ottawa

September 22, 1988

Canada

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-1
www.nikkeimuseum.org

LADIES AND GENTLEMEN, FOR OVER FORTY YEARS SUCCESSIVE CANADIAN GOVERNMENTS HAVE REFUSED TO ACKNOWLEDGE OR TO REDRESS THE SHAMEFUL INJUSTICES DONE TO JAPANESE CANADIANS DURING THE SECOND WORLD WAR AND AFTER.

OF APPROXIMATELY 22,000 JAPANESE CANADIANS WHO WERE UPROOTED, RELOCATED, INTERNED OR DEPORTED DURING THIS TIME, THE VAST MAJORITY WERE CANADIAN CITIZENS. AND LET ME EMPHASIZE -- MOST WERE BORN HERE IN CANADA.

THE PRIME MINISTER PLEDGED IN 1984 THAT HIS GOVERNMENT WOULD DO EVERYTHING POSSIBLE TO RIGHT THE WRONGS OF THE PAST AS BEST WE CAN TODAY. THIS WAS NOT AN EASY PLEDGE TO FULFILL. THE ISSUES ARE COMPLEX AND DETERMINING APPROPRIATE REDRESS FOR THE LOSS OF DIGNITY, OF HONOUR AND SELF-PRIDE, OF BASIC HUMAN RIGHTS IS EXTREMELY DIFFICULT.

IT IS THEREFORE WITH DEEP FEELINGS OF HUMILITY AND PRIDE THAT I SHARE WITH YOU DETAILS OF AN AGREEMENT ON JAPANESE CANADIAN REDRESS, ANNOUNCED BY THE PRIME MINISTER IN THE HOUSE OF COMMONS TODAY.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-2a
www.nikkeimuseum.org

THIS IS AN HISTORIC AGREEMENT. AND IT IS AN HONOURABLE AND MEANINGFUL SETTLEMENT.

BUT BEFORE GOING INTO DETAILS LET ME TELL YOU ABOUT THE PRINCIPLES WHICH GUIDED AND DEFINED OUR NEGOTIATIONS.

FIRST, WE SOUGHT TO REACH AN AGREEMENT THAT WOULD HAVE THE SUPPORT OF THE NATIONAL ASSOCIATION OF JAPANESE CANADIANS (NAJC), ON BEHALF OF THE JAPANESE CANADIAN COMMUNITY.

SECOND, WE WANTED TO ENSURE THAT THIS KIND OF INJUSTICE COULD NEVER HAPPEN AGAIN IN THIS COUNTRY.

AND THIRD, WE STRUGGLED TO FINALIZE AN AGREEMENT NOW FOR COMPASSIONATE REASONS. WE WERE MINDFUL OF THOSE JAPANESE CANADIANS WHOSE HEALTH OR ADVANCING AGE MIGHT DEPRIVE THEM OF KNOWING THAT THE SHAME ON THEIR HONOUR, THEIR DIGNITY, THEIR RIGHTS AS CANADIANS IS NOW REMOVED FOREVER.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-2b
www.nikkeimuseum.org

LET ME REMIND YOU THAT THESE PEOPLE WERE STRIPPED OF THEIR FUNDAMENTAL RIGHTS AND FREEDOMS.

THEIR ENTIRE COMMUNITY WAS TORN APART. THEIR LAND, THEIR HOMES, THEIR PERSONAL PROPERTY WERE TAKEN FROM THEM. FAMILY MEMBERS WERE CRUELLY SEPARATED FROM EACH OTHER. AND NONE OF THESE PERSONS WAS EVER CHARGED WITH ANY ACT OF SABOTAGE OR DISLOYALTY.

WHY DID THEY REMAIN LOYAL TO THIS COUNTRY?

ONLY SOMEONE WHO IS JAPANESE CANADIAN CAN EXPLAIN. SO LET ME SHARE WITH YOU THE WORDS OF JOY KOGAWA FROM HER AWARD-WINNING BOOK OBASAN. HERE KOGAWA IS DESCRIBING WHY HER AUNT EMILY, A "NISEI" OR SECOND-GENERATION JAPANESE CANADIAN, FOUGHT FOR ACKNOWLEDGEMENT OF THE INJUSTICE DONE TO HER PEOPLE.

QUOTE: "WHEN WAR STRUCK THIS COUNTRY,
WHEN NEITHER PRIDE NOR BELLIGERENCE
NOR GRIEF HAD AVAILED US ANYTHING,
WHEN WE WERE UPROOTED, AND SCATTERED
TO THE FOUR WINDS, I CLUNG DESPERATELY
TO THOSE IMMORTAL LINES:

THIS IS MY OWN, MY NATIVE LAND.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-3a
www.nikkeimuseum.org

LATER STILL, AFTER OUR FORMER HOMES HAD BEEN SOLD OVER OUR VIGOROUS PROTESTS, AFTER HAVING BEEN RE-REGISTERED, FINGER-PRINTED, CARD-INDEXED, ROPED AND RESTRICTED, I CRY OUT THE QUESTION:

IS THIS MY OWN, MY NATIVE LAND?

THE ANSWER CANNOT BE CHANGED. YES. IT IS. FOR BETTER OR WORSE, I AM CANADIAN."

THE KEY TO OUR NEGOTIATIONS REALLY LIES IN THAT FINAL SENTENCE. THE CANADIAN GOVERNMENT OF THE TIME COMMITTED UNFAIR, DISCRIMINATORY ACTS AGAINST LOYAL CANADIANS. THIS GOVERNMENT IS NOW ACKNOWLEDGING THOSE WRONGS AND PROMISING THAT THEY MUST NEVER HAPPEN AGAIN.

AND SO THE REDRESS AGREEMENT THAT WE HAVE ACHIEVED STATES CLEARLY THAT THE GOVERNMENT OF CANADA WILL:

* ACKNOWLEDGE THE INJUSTICES INFLICTED ON CANADIANS OF JAPANESE ANCESTRY DURING AND AFTER WORLD WAR II;

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-3b
www.nikkeimuseum.org

* OFFER SYMBOLIC REDRESS PAYMENT OF $21,000 TO ELIGIBLE CANADIANS OF JAPANESE ANCESTRY, LIVING AS OF TODAY, WHO WERE RELOCATED, INTERNED AND/OR DEPORTED DURING AND FOLLOWING WORLD WAR II, SIMPLY BECAUSE OF THEIR ANCESTRY. EACH PAYMENT WILL BE A TAX-FREE LUMP SUM;

* CLEAR THE NAMES OF ELIGIBLE PERSONS OF JAPANESE ANCESTRY WHO WERE CONVICTED UNDER THE WAR MEASURES ACT. WE WILL ALSO ACCEPT APPLICATIONS FOR CITIZENSHIP.

* PROVIDE $12 MILLION TO THE JAPANESE CANADIAN COMMUNITY, THROUGH THE NAJC, TO UNDERTAKE EDUCATIONAL, SOCIAL AND CULTURAL ACTIVITIES THAT CONTRIBUTE TO THE WELL-BEING OF THE COMMUNITY, OR THAT WILL PROMOTE HUMAN RIGHTS.

* PROVIDE $24 MILLION TO CREATE A CANADIAN RACE RELATIONS FOUNDATION THAT WILL FOSTER RACIAL HARMONY AND CROSS-CULTURAL UNDERSTANDING AND HELP ELIMINATE RACISM. AT THE REQUEST OF THE NAJC, ONE HALF OF THAT ENDOWMENT WILL BE RECOGNIZED AS A COMMEMORATION OF THOSE WHO SUFFERED INJUSTICES.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-4a
www.nikkeimuseum.org

IN ADDITION, WE HAVE REPLACED THE WAR MEASURES ACT WITH THE NEW EMERGENCIES ACT. THIS WAS ONE OF THE SETTLEMENT MEASURES SOUGHT BY THE NAJC, AND I WOULD LIKE TO POINT OUT THAT THIS NEW ACT EQUIPS THE GOVERNMENT TO PROVIDE FOR THE SAFETY AND SECURITY OF CANADIANS WHILE LIMITING EXCEPTIONAL MEASURES TO NO MORE THAN IS ABSOLUTELY NEEDED.

I BELIEVE THAT ALL THESE MEASURES DEMONSTRATE HOW MUCH CANADA HAS MATURED IN FORTY YEARS. THE CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT... THE CANADIAN CHARTER OF RIGHTS AND FREEDOMS... THE CANADIAN MULTICULTURALISM ACT WHICH BECAME LAW IN JULY... AND NOW THIS HISTORIC JAPANESE CANADIAN REDRESS AGREEMENT... THESE AND OTHER INITIATIVES WILL HELP COUNTER DISCRIMINATION AND INJUSTICE WHEREVER AND WHENEVER THEY ARE FOUND.

AND THEY DEMONSTRATE CLEARLY THAT WE ARE A NATION CAPABLE OF LEARNING FROM THE SOMETIMES BITTER MISTAKES OF THE PAST TO BUILD AN EVEN BETTER FUTURE FOR US ALL.

WE ARE PREPARED TO CONFRONT PREJUDICE OR DISCRIMINATION OR RACISM -- AND CALL THEM UNACCEPTABLE.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-4b
www.nikkeimuseum.org

OUR SOCIETY OF TODAY WOULD NOT TOLERATE WHAT TOOK PLACE FORTY YEARS AGO. WE, AS CANADIANS, HAVE INDEED CHANGED AND GROWN. WE HAVE ACQUIRED NEW WISDOM AND COMPASSION. AND, OVER THE YEARS, WE HAVE RECOGNIZED THE REALITY AND THE VAST POTENTIAL OF OUR MULTICULTURAL IDENTITY.

THIS GOVERNMENT'S OFFICIAL ACKNOWLEDGEMENT OF THE INJUSTICES DONE TO JAPANESE CANADIANS SERVES NOTICE TO ALL CANADIANS THAT THE EXCESSES OF THE PAST ARE CONDEMNED AND THAT THE PRINCIPLES OF JUSTICE AND EQUALITY IN CANADA ARE REAFFIRMED.

I WANT TO SAY HOW MUCH I AM LOOKING FORWARD TO A CLOSE PARTNERSHIP WITH MR. MIKI AND OTHER REPRESENTATIVES OF THE NATIONAL ASSOCIATION OF JAPANESE CANADIANS AS WE BEGIN TO IMPLEMENT THE TERMS OF THE SETTLEMENT.

WORKING TOGETHER, WE CAN SAY NEVER AGAIN WITH GENUINE CONVICTION AND UNDERSTANDING. WE CAN CONTINUE TO BUILD A BETTER AND FAIRER SOCIETY FOR ALL CANADIANS. AND, BELIEVE ME, WE WILL.

- 30 -

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-10-5
www.nikkeimuseum.org

Office of the Prime Minister

CANADA

Cabinet du Premier ministre

NOTES FOR AN ADDRESS

BY

THE RIGHT HONOURABLE BRIAN MULRONEY, P.C., M.P.

PRIME MINISTER OF CANADA

ON JAPANESE-CANADIAN REDRESS

HOUSE OF COMMONS

SEPTEMBER 22, 1988

Check Against Delivery

Ottawa, Canada K1A 0A2

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-11-1
www.nikkeimuseum.org

Mr. Speaker:

Nearly half a century ago, in the crisis of wartime, the Government of Canada wrongfully incarcerated, seized the property, and disenfranchised thousands of citizens of Japanese ancestry.

We cannot change the past. But we must, as a nation, have the courage to face up to these historical facts.

The issue of Japanese-Canadian redress is one which I raised in the House of Commons more than four years ago, with the Prime Minister of day. I said then: "there is a world of difference between regret and a formal apology. Canadians of Japanese origin had their rights trampled upon. The reputation of this country was besmirched."

Since then, the present government has sought a settlement with the Japanese Canadian community, to put things right between them and their country. To put things right with the surviving members of the Japanese Canadian wartime community of 22,000 persons. To put things right with their children, and ours, so that they can walk together in this country, burdened by neither the wrongs nor the grievances of previous generations.

It is fitting that representatives of the National Association of Japanese Canadians are present in the visitors' gallery on this solemn occasion.

Today I announce that, on behalf of the Government of Canada, a comprehensive redress settlement has been reached with the National Association of Japanese Canadians, on behalf of their community.

Perhaps the most important element of this redress is the official acknowledgement of the wrongs of the 1940s. But redress must go beyond words and laws -- important as they are for our present understanding and our future actions.

The Minister for Multiculturalism and Citizenship will be announcing the details of the settlement.

No amount of money can right the wrong, undo the harm, and heal the wounds. But it is symbolic of our determination to address this issue, not only in the moral sense, but also in a tangible way.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-11-2
www.nikkeimuseum.org

In that spirit, we will accept applications for the granting of Canadian citizenship to eligible persons of Japanese ancestry who were expelled from Canada or had their citizenship revoked during these years.

We will also accept requests for the clearing of names of eligible persons of Japanese ancestry who were convicted of violations under the War Measures Act and the National Emergency Transitional Powers Act.

As well, in commemoration of all who suffered these injustices, we will establish a Canadian race relations foundation to foster racial harmony and cross-cultural understanding in Canada.

Mr. Speaker, the treatment of Japanese Canadians in wartime was not only unjustified on moral and legal grounds, it went against the grain of the country itself.

We are a pluralistic society. We respect one another's language, opinions and religious beliefs.

We celebrate our linguistic duality, and our multicultural diversity.

We rejoice in the strengths of our regions, in the knowledge that they strengthen the whole.

We are a tolerant people living in freedom in an abundant land.

That is the Canada which our forebears worked to build. That is the Canada we wish to leave to our own children.

The Canada of the Charter of Rights and Freedoms, the updated Official Languages Act, and the Canadian Multiculturalism Act.

The Canada that seeks to eliminate racial discrimination at home and abroad.

A Canada that is able to face up to the mistakes of the past, and so become better prepared to face the challenges of the future.

I am tabling at this time the specific terms of the government's historic agreement with the National Association of Japanese Canadians. I will meet later this morning with the President of the National Association of Japanese Canadians to formalize this agreement.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-11-3
www.nikkeimuseum.org

Mr. Speaker, most of us, in our own lives, have had occasion to regret certain things we have done. Error is the ingredient of humanity. So too is apology and forgiveness.

We all have learned from personal experience that, as inadequate as apologies are, they are the only way we can cleanse the past so that we may in good conscience face the future.

Mr. Speaker, I know I speak for Members on all sides of the House in offering to Japanese Canadians the formal and sincere apology of this Parliament for those past injustices against them, their famililes and their heritage, and our solemn commitment to Canadians of every origin that they will never again be countenanced or repeated.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-11-4
www.nikkeimuseum.org

Backgrounder
Canadian Race Relations Foundation

The purpose of the Canadian Race Relations Foundation will be to foster racial harmony and cross-cultural understanding and to contribute to the elimination of racism and racial discrimination in Canada. It will:

- act as a clearing house for information with an electronic data base;
- undertake research to provide comprehensive state-of-the-art information for Canadian policy makers, researchers, race relations practitioners, voluntary organizations and the general public;
- assist institutions, private or public, in seeking to reflect more sensitively Canada's multiracial nature;
- assist in expanding our knowledge in the field of race relations and;
- foster effective policies and approaches for the elimination of racism and racial discrimination.

Both the Special Parliamentary Committee on the Participation of Visible Minorities in Canadian Society (1984) and the Standing Committee on Multiculturalism (1987) called for a more coordinated approach and better access to race relations material and information.

As well, the Race Relations Committee of the Canadian Multiculturalism Council recommended, in a report to the Multiculturalism Minister this spring, that a national centre be created to deal with issues of race relations.

Finally, an in-depth study and extensive consultations carried out over the last six months by race relations specialist Dr. Lloyd Stanford, confirms strong community and institutional support for just such a foundation.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-12-1a
www.nikkeimuseum.org

It is a reflection of the generosity and foresight of the Japanese Canadian community that they have chosen to commemorate those who suffered injustices by directing funds ($12 million) from the redress settlement to this Foundation to benefit all Canadians. This sum will be matched by an additional $12 million from the government for a total endowment of $24 million.

The Canadian Race Relations Foundation will be established as an "arms-length" organization in order to maintain its status as a valuable source of independent advice and information. The specific structure and mandate of the Foundation as well as its location will be determined following further consultations with groups and individuals who have an interest in this area. It will undertake activities along the following lines:

a) Information and Public Education

The Foundation will publish and disseminate relevant information, research findings and publications to practitioners, scholars, organizations, institutions, governmental bodies and interested individuals.

Public events may be organized (such as conferences) to accompany release of major research findings and to raise public awareness on these issues. Other programs may be developed to bring attention to issues raised during the course of the Foundation's activities.

b) Research

The Foundation will carry out long-term and short-term research activities which will lead to the production of objective data and well-founded analysis. Is is expected that much of the research will be commissioned -- to be conducted by the best qualified practitioners and scholars wherever they are located in Canada.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-12-1b
www.nikkeimuseum.org

c) Clearing-House

The Foundation will establish and maintain a comprehensive up-to-date national collection of pertinent materials which will be made accessible to community groups, academics, government officials, institutions and the general public.

A specialized electronic data base will be made available to interested users via existing computer networks.

The Foundation will also maintain links with similar bodies in other countries.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-12-2
www.nikkeimuseum.org

Government of Canada | Gouvernement du Canada

news release

Date September 22, 1988

For release M-09/88-69

HISTORIC AGREEMENT REACHED ON JAPANESE CANADIAN REDRESS

OTTAWA -- Prime Minister Brian Mulroney today announced in the House of Commons that the government has achieved a comprehensive settlement with representatives of the Japanese Canadian community on terms of redress for injustices committed by the Government of Canada during and after World War II.

Of approximately 22,000 persons affected by the government's actions of relocation, internment, property seizure, and deportation, over 17,000 were citizens.

"For more than forty years Canada has carried a stain on its reputation," said Mr. Mulroney. "It is our duty to put things right."

The main features of the redress agreement are:

- official acknowledgement of the injustices;
- symbolic redress payments of $21,000 to each of those affected who are still living;

.../2

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-13-1a
www.nikkeimuseum.org

As symbolic redress for those injustices, the Government offers:

a) $21,000 individual redress, subject to application by eligible persons of Japanese ancestry who, during this period, were subjected to internment, relocation, deportation, loss of property or otherwise deprived of the full enjoyment of fundamental rights and freedoms based solely on the fact that they were of Japanese ancestry; each payment would be made in a tax-free lump sum, as expeditiously as possible;

b) $12 million to the Japanese-Canadian community, through the National Association of Japanese Canadians, to undertake educational, social and cultural activities or programmes that contribute to the well-being of the community or that promote human rights;

c) $12 million, on behalf of Japanese Canadians and in commemoration of those who suffered these injustices, and matched by a further $12 million from the Government of Canada, for the creation of a Canadian Race Relations Foundation that will foster racial harmony and cross-cultural understanding and help to eliminate racism.

d) subject to application by eligible persons, to clear the names of persons of Japanese ancestry who were convicted of violations under the War Measures Act or the National Emergency Transitional Powers Act.

e) subject to application by eligible persons, to grant Canadian citizenship to persons of Japanese ancestry still living who were expelled from Canada or had their citizenship revoked during the period 1941 to 1949, and to their living descendants;

f) to provide, through contractual arrangements, up to $3 million to the National Association of Japanese Canadians for their assistance, including community liaison, in administration of redress over the period of implementation.

Only persons alive at the date of the signing of these Terms of Agreement would be entitled to the redress in paragraphs (a), (d) and (e), except that the redress in (e) would also apply to descendants living at that date.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-13-1b
www.nikkeimuseum.org

"This agreement demonstrates clearly that we are a nation capable of learning from the sometimes bitter mistakes of the past to build an even better future for us all," said Mr. Weiner.

The Minister also said he was pleased that the NAJC had agreed to continue to work with the government throughout the implementation stage of the agreement, particularly in the sensitive areas of identification and verification of those eligible for payments.

Of the more than 22,000 Japanese Canadians affected, approximately 12,000 are still living, according to NAJC estimates.

At no time did the RCMP or the military recommend evacuation of Japanese Canadians as a measure necessary to ensure the defence or security of Canada. No Japanese Canadians were ever charged with treason or sabotage during this entire period.

The vast majority were Canadian citizens, most of them born in Canada. This unjust treatment of an entire group by the Canadian government is unique and unparalleled in our history.

- 30 -

Information:

Len Westerberg
Minister's Office
(819) 994-6360

Doug Christensen/Bob Pruner
Communications Branch
(819) 997-0055

Note: Copy attached of specific terms of the Government's redress agreement with the National Association of Japanese Canadians.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-13-2
www.nikkeimuseum.org

TERMS OF AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE NATIONAL ASSOCIATION OF JAPANESE CANADIANS

ACKNOWLEDGEMENT

As a people, Canadians commit themselves to the creation of a society that ensures equality and justice for all, regardless of race or ethnic origin.

During and after World War II, Canadians of Japanese ancestry, the majority of whom were citizens, suffered unprecedented actions taken by the Government of Canada against their community.

Despite perceived military necessities at the time, the forced removal and internment of Japanese Canadians during World War II and their deportation and expulsion following the war, was unjust. In retrospect, government policies of disenfranchisement, detention, confiscation and sale of private and community property, expulsion, deportation and restriction of movement, which continued after the war, were influenced by discriminatory attitudes. Japanese Canadians who were interned had their property liquidated and the proceeds of sale were used to pay for their own internment.

The acknowledgement of these injustices serves notice to all Canadians that the excesses of the past are condemned and that the principles of justice and equality in Canada are reaffirmed.

Therefore, the Government of Canada, on behalf of all Canadians, does hereby:

1) acknowledge that the treatment of Japanese Canadians during and after World War II was unjust and violated principles of human rights as they are understood today;

2) pledge to ensure, to the full extent that its powers allow, that such events will not happen again; and

3) recognize, with great respect, the fortitude and determination of Japanese Canadians who, despite great stress and hardship, retain their commitment and loyalty to Canada and contribute so richly to the development of the Canadian nation.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-13-3a
www.nikkeimuseum.org

- agreement to accept requests to clear the names of Japanese Canadians convicted under the War Measures Act and applications for citizenship;

- $12 million for the Japanese Canadian Community to be administered by the National Association of Japanese Canadians (NAJC) for activities to promote the educational, social and cultural well-being of the community;

- $24 million to create a Canadian Race Relations Foundation. At the request of the NAJC, one half of the funding will be recognized as a commemoration of those who suffered injustices.

The NAJC had also called for repeal of the War Measures Act. This was accomplished earlier this summer when Parliament passed Emergencies legislation which limits exceptional measures to no more than is absolutely necessary for the safety and security of the country.

The Prime Minister paid tribute to Art Miki, President of the NAJC and Multiculturalism and Citizenship Minister Gerry Weiner, for their work in developing the redress agreement.

Mr. Weiner stressed the cooperative nature of the process and pointed to the forward-looking aspects of the agreement as evidence of the government's resolve that such injustices would never be repeated.

.../3

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-13-3b
www.nikkeimuseum.org

JAPANESE CANADIANS: A HISTORICAL PERSPECTIVE

* Immigration from Japan to Canada began in the latter part of the 19th century.

* By 1941, there were approximately 23,000 persons of Japanese ancestry in Canada, about 22,000 of them in British Columbia.

* Most Japanese Canadians worked in fishing, lumbering, farming or small businesses. "Orientals" did not have the right to vote or to work in certain professions, such as law or medicine.

* The attack on Pearl Harbour in December 1941 sent out shock-waves of mistrust.

* On December 7, 1941, Japanese Canadians were required to register and then re-register with the RCMP on December 16, 1941.

* As of December 16, 1941, operation of vessels by Japanese Canadians in West Coast waters was not allowed, and as of January 13, 1942, no person of Japanese descent was allowed to serve on West Coast fishing vessels or hold fishing licences.

* An amendment to the Defence of Canada regulations required any or all persons of Japanese descent to leave the "protected area" -- a 100-mile wide strip of Canada's West Coast.

* Evacuation of the protected area began on February 24, 1942, supervised by the British Columbia Security Commission which eventually evacuated 21,079 people.

* Of approximately 22,000 persons affected by the government's actions of relocation, internment, property seizure, and/or deportation, over 17,000 were citizens.

* At no time did the RCMP or the military recommend evacuation of Japanese Canadians as a measure necessary to ensure the defence or security of Canada.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-14-1
www.nikkeimuseum.org

* Proceeds from the sale of property were used to pay for the internment of Japanese Canadians.

* Following the War, Orders in Council for deportation of people of Japanese ancestry in Canada were passed on December 17, 1945.

* 3,964 persons of Japanese ancestry were deported: 1,979 Canadian-born, 630 naturalized Canadians and 1,355 Japanese before the Order was repealed on January 24, 1947.

* No Japanese Canadians were allowed to buy back their property.

* Justice Henry Bird was appointed on July 18, 1947 to examine cases where Japanese Canadian property was sold for less than market value or was lost, stolen or destroyed while in the hands of the Custodian of Enemy Property.

* All rights of citizenship were denied Japanese Canadians during the war and they were not allowed to vote until 1949.

* No hearings or trials were held and no charges of treason or sabotage were laid.

* In 1984, a special Parliamentary Committee Report Equality Now! recommended a formal apology and negotiations for individual compensation.

* During the 1984 campaign, Prime Minister Brian Mulroney pledged to resolve the issue of Japanese Canadian redress if elected.

* In May 1986, the National Association of Japanese Canadians submitted its redress proposal to the federal government.

* In September 1988, the federal government announces the terms of the agreement resolving the issue of Japanese Canadian redress.

Source: Nikkei National Museum, 2018-16-2-12-14-2
www.nikkeimuseum.org